



## Communiqué de presse

# Les grandes sociétés forestières ont de plus en plus la main mise sur les terres forestières publiques

## *Les taux d'exploitation forestière sont également en hausse*

Edmonton, 5 avril, 2004 –

Une poignée de grandes sociétés forestières détiennent les droits d'exploitation sur de vastes étendues de terres forestières publiques du Canada, selon un récent rapport de Global Forest Watch Canada. Ce rapport examine les méthodes d'octroi des droits d'exploitation des forêts publiques aux sociétés privées d'un bout à l'autre du pays et suggère que la consolidation des entreprises œuvrant dans le secteur forestier fait en sorte que des sociétés de plus en plus imposantes contrôlent des étendues de plus en plus vastes de terres forestières publiques.

« À peine cinq entreprises – Tembec, Abitibi-Consolidated, Slocan/Canfor, Louisiana-Pacific et Tolko – détiennent les droits sur des terres publiques de gestion forestière couvrant une superficie totale de plus de 100 millions d'hectares, soit une superficie supérieure à celle de la province de l'Ontario ou de la Colombie-Britannique », souligne Peter Lee, coordonnateur national pour Global Forest Watch Canada.

« Seulement au cours des trois dernières années, la superficie gérée par les plus grandes sociétés forestières a crû de près de 10 % », ajoute-t-il.

Les sociétés détenant ce qu'on appelle communément une « tenure » sur des forêts publics doivent se porter responsables de la planification et de la gestion de l'exploitation des ressources forestières en échange du droit de couper des arbres dans les zones désignées, explique Lee. Ces ententes de tenure sont souvent conclues à long terme – pour 20 ans ou plus – et, souvent, elles sont renouvelées automatiquement, ce qui permet aux sociétés d'avoir la main mise sur de très vastes étendues de terres forestières publiques à long terme.

« Notre rapport démontre également que la superficie de terres forestières publiques exploitée annuellement augmente d'année en année. En fait, cette superficie a crû de 50 % depuis 1975 » poursuit Lee. » L'intensification des activités d'exploitation forestière touche principalement la région boréale, l'une des dernières grandes forêts vierges de la planète.

« Toutefois, l'intensification des activités d'exploitation ne s'est pas traduite par une hausse du nombre d'emplois offerts aux Canadiens », dit Lee. Entre 1990 et 2001, la superficie forestière exploitée annuellement au Canada a augmenté de 12 % (de 901 642 ha à 1 001 261 ha) tandis que les emplois dans l'industrie forestière n'ont augmenté que de 4 % (de 339 000 à 353 000). Cependant, de moins en moins de travailleurs sont requis pour abattre de plus en plus d'arbres (chaque travailleur forestier abattait 2,7 hectares en 1990; en 2001, la productivité atteignait 2,9 hectares).

« Les tendances décrites dans le rapport font valoir l'importance de définir – à partir d'une information de qualité et de consultations publiques – des niveaux d'exploitation qui sont viables

à long terme, surtout en tenant compte des activités en forêt appréciées des Canadiens, qu'il s'agisse d'activités récréatives ou de soutien aux petites entreprises. Nous n'en savons tout simplement pas assez à l'heure actuelle des répercussions de la montée en flèche des taux d'exploitation forestière – surtout dans des forêts non exploitées auparavant – sur nos écosystèmes », conclut Lee.

Voici quelques-unes des conclusions du rapport de Global Forest Watch :

- Les trois sociétés bénéficiant des meilleures possibilités annuelles de coupe sont Weyerhaeuser, Abitibi-Consolidated et Slocan/Canfor.
- Cinq sociétés, en l'occurrence Tembec, Abitibi-Consolidated, Slocan/Canfor (ces deux sociétés ont annoncé leur fusion en novembre 2003), Louisiana-Pacific et Tolko détiennent des tenures sur plus de 100 millions d'hectares de zones de gestion forestière sur les terres publiques, ce qui représente une superficie supérieure à celle de la province de l'Ontario ou de la Colombie-Britannique.
- La plus grande zone exploitée annuellement se trouve au Québec. La Colombie-Britannique et l'Ontario suivent.
- C'est en Colombie-Britannique où le plus grand volume de bois est coupé. Le Québec et l'Ontario suivent.
- Ensemble, ces trois provinces tiennent compte de 70 % du volume de bois coupé et de 70 % des forêts exploitées au Canada.
- Les provinces ayant déjà connu les augmentations les plus considérables – toutes proportions gardées – des régions exploitées annuellement entre 1975 et 2001 sont l'Alberta (hausse de 214 %), l'Île-du-Prince-Édouard (hausse de 206 %), Terre-Neuve et Labrador (hausse de 176 %) et le Québec (hausse de 123 %).
- Les provinces rapportant les augmentations globales les plus considérables des régions exploitées annuellement entre 1975 et 2001 sont le Québec (augmentation d'environ 167 000 hectares), la Colombie-Britannique (augmentation de 47 000 hectares) et l'Alberta (augmentation de 46 000 hectares).

-30-

Personne-ressource : Peter Lee, coordonnateur national, GFWC  
(780) 451-9260 ou (780) 914-6241 (cell.)

---

Le rapport publié par Global Forest Watch, *Canada's Commercial Forest Tenures*, ainsi que les ensembles de données sur les tenures forestières qui s'y rapportent peuvent être téléchargés depuis le site Web de GFWC : <http://www.globalforestwatch.ca>

**Global Forest Watch Canada** a vu le jour pour assurer l'accès à des renseignements plus détaillés sur les activités d'exploitation des forêts canadiennes et leurs répercussions environnementales. Nous sommes convaincus que le fait de mieux informer la population sur les forêts canadiennes permettra la prise de décisions plus saines en matière de gestion et d'utilisation des ressources forestières, ce qui ouvrira la voie à son tour à la mise en place de régimes de gestion forestière qui bénéficieront pleinement aux générations présentes et futures.